

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 25 septembre 2012

Réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur : l'enjeu du premier cycle

Déclaration du groupe des entreprises

Tout d'abord, merci au rapporteur pour la qualité de son écoute et sa prise en compte de nombreux points de vue.

Nous nous exprimerons plus particulièrement sur quelques points du constat et sur certaines recommandations, ou plutôt sur l'absence de certaines.

Les éléments du constat, par ailleurs admis par tous, sont :

- ceux qui rejoignent l'université ne sont souvent pas les meilleurs, surtout dans les filières où il n'y a pas de sélection ;
- le taux d'échec des étudiants dans certaines filières est très fort, donc coûteux pour la nation et également coûteux psychologiquement pour ces étudiants ;
- ceux qui sortent de ces filières au cours du premier cycle, ou même à la fin, connaissent de plus graves difficultés d'insertion que ceux issus d'autres formations supérieures.

Et surtout dans ces filières, nous retrouvons :

- tous les problèmes que nous avons abordés dans notre rapport sur les inégalités à l'école, notamment le constat « politiquement incorrect » que l'on peut avoir son bac et ne pas avoir le niveau pour le supérieur ;
- et toutes les conséquences de la mauvaise orientation post-bac.

Ces deux éléments pèsent infiniment plus lourd que les autres dans les échecs constatés.

Des pistes de solutions, le rapport en présente beaucoup. Et nous sommes en phase avec nombre d'entre elles, en particulier celles qui proposent de rapprocher entreprises et universités. Nous regrettons que les échanges n'aient pas été plus loin, notamment en réfléchissant au développement de filières professionnelles post-bac courtes largement ouvertes, permettant aux jeunes un autre choix que celui d'aller vers des filières longues en faculté. Nous suggérons d'associer les entreprises à la création de nouvelles filières et à la formation aux nouveaux métiers qui résultent des évolutions actuelles.

Malheureusement, la plupart des solutions préconisées supposent des moyens supplémentaires, ce qui, dans la conjoncture actuelle et même à moyen terme, paraît irréaliste.

Nous regrettons que la piste des droits d'inscription ait été un sujet tabou, même si on peut comprendre la prudence du rapporteur dans un pays où les organisations syndicales étudiantes ont protesté contre une augmentation des droits d'inscription d'un centime d'euro par jour. Faire payer ceux qui le peuvent et allouer des bourses à

ceux qui ne le peuvent pas nous paraîtrait plus équitable que de faire payer tout le monde par le biais de l'impôt, alors que les études supérieures bénéficient majoritairement aux plus favorisés.

Et si, par miracle, des marges budgétaires supplémentaires étaient dégagées, nous pensons qu'il faudrait les affecter en amont pour éviter l'échec scolaire.

Enfin, nous pensons que l'intitulé de la saisine « démocratisation de l'enseignement supérieur » a orienté la section dans un sens très politique, empêchant parfois une approche pragmatique et des préconisations de bon sens.

Le groupe des entreprises a voté l'avis.